

EXPULSÉS

Recueil de témoignages

L'expulsion, ses conséquences et
la force nécessaire pour surmonter
cette épreuve.



Sommaire

Qui sommes-nous ?	4
Introduction	4
Roland	6
Esther	8
Daniel	11
Michael	12
Ismael	15
Sekou	17
Issa	18
Ibrahim	21
Siaka	22
Faruq	24
Ousmane	27
Oumar	28
Recommandations	30
Ressources	31

**Les noms ont été modifiés*

Qui sommes-nous ?

Fondée dans le cadre d'une initiative d'organisations locales, la Plateforme pour la coopération internationale pour les personnes migrantes et sans papiers (PICUM) est un réseau de 167 organisations qui travaillent avec des personnes migrantes et sans papiers dans 35 pays.

PICUM s'appuie sur près de deux décennies d'expérience, de recueil de données et d'expertise dans le travail avec les personnes migrantes et sans papiers pour promouvoir la reconnaissance de leurs droits humains et agir comme un lien indispensable entre les réalités du terrain et les débats tenus entre responsables politiques.

Depuis Bruxelles, en Belgique, PICUM fait des recommandations régulières et transmet son expertise aux décideurs politiques et aux entités des Nations unies, du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, ainsi qu'à des organisations nationales et locales.



Introduction

Ce livret est le fruit de la collaboration entre la chercheuse Jill Alpes, qui a recueilli de nombreux témoignages lors d'entretiens qualitatifs au Nigeria et au Mali, plusieurs artistes bénévoles qui ont illustré ces témoignages avec créativité, et PICUM.

En offrant un aperçu des vies et de l'histoire d'hommes et de femmes qui ont été expulsés d'Europe vers le Nigeria et le Mali, ce projet vise à mettre en lumière les conséquences des politiques européennes de retour sur la vie et les rêves des individus.

Il n'est pas toujours facile de témoigner après une expulsion, car elle peut générer de la stigmatisation et de l'exclusion. En outre, le processus de témoignage peut faire resurgir des souvenirs de traumatisme, de violence et d'injustice. Pour toutes ces raisons, nous exprimons notre gratitude à toutes les personnes qui ont accepté de partager leur histoire avec nous, et nous remercions Jill Alpes pour son travail de recherche sans lequel ces histoires seraient restées dans l'ombre. Les témoignages contenus dans ce livret ont été recueillis lors de 13 entretiens qualitatifs semi-directifs ouverts avec des personnes expulsées de France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et d'Estonie, qui vivent aujourd'hui dans des villes nigérianes (Lagos et Benin City) et maliennes (Bamako). Les participants ont été contactés par divers intermédiaires : ONG, avocates, universitaires, chercheurs et chercheuses à l'échelle locale, militantes et journalistes.

Bien que cette enquête n'ait pas visé à s'entretenir principalement avec des hommes expulsés, en pratique, les témoignages proviennent presque tous d'hommes. Les quelques données désagrégées de l'UE sur le genre indiquent que l'expulsion concerne davantage d'hommes que de femmes (selon Eurostat¹, en 2019, 1,67 % des personnes expulsées ou concernées par une politique de retour dans six États membres de l'UE étaient des hommes) ; cette différence est également liée à une réticence générale à raconter son expérience des procédures de retour, elle-même générée par la crainte de la stigmatisation. Ce déséquilibre des genres doit être souligné et servir de signal : il faut s'assurer que les différences d'expériences dues au genre vécues par les personnes expulsées ne soient pas oubliées lors de la mise en place de la procédure de retour.

Ce livret n'est pas une liste exhaustive du vécu des personnes expulsées d'Europe, mais plutôt une fenêtre sur leurs vies et leurs histoires individuelles. Il vise à donner une vision plus nuancée des conséquences des politiques de retour de l'UE. La dernière partie contient des recommandations sur ces politiques ainsi que des ressources complémentaires.

Les personnes expulsées sont trop facilement oubliées et réduites au silence. L'expulsion du continent européen ne devrait pas entraîner le refoulement de sa propre histoire. Nous espérons que ce livret, en diffusant ces témoignages, nous aidera à mieux appréhender les conséquences concrètes de l'expulsion.

¹ Ces données comprennent à la fois les retours forcés et les retours volontaires assistés. Les données disponibles concernent uniquement les États suivants : Belgique, Finlande, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni et Slovaquie. Source : https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=migr_eirtn1&lang=fr

Roland

Je suis né à Lagos, mais mon père m'a emmené au Royaume-Uni quand j'avais sept ans : il s'était marié à une Britannique. Je suis allé à l'école. Quand il a déménagé dans une autre ville, j'ai été placé en famille d'accueil. À 15 ans, quand j'étais au lycée, tous les élèves devaient partir à l'étranger pour travailler dans une entreprise automobile ; c'est à ce moment-là que j'ai appris que je n'avais pas de passeport et que je vivais de manière irrégulière au Royaume-Uni.

J'ai été placé dans un centre de détention pour adultes pendant plus de neuf mois. Je n'avais pas de casier judiciaire et j'étais terrifié. J'ai failli me suicider. Ils ne m'ont jamais autorisé à récupérer mes affaires chez ma famille d'accueil. Quand ils m'ont emmené à l'ambassade, les employés ont refusé de fournir les documents nécessaires à mon expulsion parce que j'étais mineur. Je n'ai aucune idée des papiers qui ont appuyé mon expulsion. Même quand je leur ai posé la question, ils n'ont pas voulu me les montrer. J'avais un avocat quand j'étais au centre de détention, mais je n'ai plus ses coordonnées : quand ils m'ont expulsé, je n'ai pas eu le droit d'utiliser un téléphone.

Je n'ai eu qu'une audience au tribunal, une seule chance.

J'ai été expulsé avec les menottes aux poignets. Elles servaient à éviter que je ne me suicide. Quand j'ai vu qu'ils me faisaient passer par la section réservée au fret aérien, à l'aéroport de Lagos, j'étais révolté. Dans l'avion, d'autres personnes expulsées ont protesté en soulignant que j'étais mineur. Je crois que la police nigériane a été soudoyée pour accepter mon expulsion. En arrivant au Nigeria, je ne connaissais rien au pays. Je ne savais même pas qui appeler : toutes les personnes que je connaissais étaient de Birmingham. Un homme expulsé s'est occupé de moi, j'ai vécu avec sa famille pendant une semaine. J'ai commencé à apprendre la plomberie. Je dormais sur les différents lieux où j'intervenais. Je jouais beaucoup au football, mais ça ne rapporte pas d'argent. Je portais les mêmes vêtements tous les jours, je ne dormais pas, j'ai dû vendre mon téléphone parce que je n'avais rien mangé pendant deux jours.

Il y a quelques personnes au travail qui savent peut-être que j'ai été expulsé, à cause de mon accent, mais ce n'est pas quelque chose que je raconte. J'ai honte.



Esther

Au Nigeria, ma belle-mère me maltraitait. En 2007, quand j'avais 23 ans, j'ai pris l'avion pour la France où j'ai travaillé six mois avant d'aller aux Pays-Bas. J'avais des titres de séjour renouvelables pendant mes trois premières années en Europe, et trois enfants avec un Ivoirien qui habitait en France avec un titre de séjour. Il voulait que nous vivions tous ensemble, mais il n'en avait pas le droit. Après cela, c'est devenu vraiment difficile. Je n'envoyais pas d'argent au Nigeria parce que je n'avais pas de travail.

Ils nous ont embarqués un lundi, neuf ans après mon arrivée en Europe. On n'a même pas pu faire nos valises.

*Mes filles (8 ans, 7 ans et 5 ans)
et moi avons été enfermées deux semaines
dans le centre de détention de Zeist.*

J'ai été malade. On a été expulsées en avril 2016 dans un vol charter. On n'a même pas vu les documents (le laissez-passer) dont ils se sont servis pour nous expulser.

Une fois au Nigeria, je n'ai pas appelé ma famille : je n'avais plus leur numéro de téléphone. Nous étions à la rue. Trois heures après l'atterrissage, un pasteur est arrivé et nous a emmenées dans l'État d'Obu, où nous vivons aujourd'hui. Il nous a emmenées dans une maison. J'avais peur, mais on n'avait pas le choix : il fallait y aller.

Je peux m'y faire, mais ça reste difficile pour mes filles. Elles veulent rentrer aux Pays-Bas, où elles sont nées. Leur père, leurs professeurs et leurs amis leur manquent. À moi aussi. Si un jour c'est possible, on y retournera.



Je suis perdu.

Je viens de Sierra Leone, mais je n'ai plus de famille là-bas à cause de la guerre. Je n'allais pas beaucoup à l'école, et je ne me rappelle plus quel âge j'avais quand j'ai quitté le pays. Je sais juste que quelqu'un m'a emmené au Mozambique. Là, un pasteur m'a mis en contact avec un homme d'affaires qui a payé mon billet d'avion pour le Royaume-Uni en 2006. J'ai tout de suite demandé l'asile, mais mon dossier a été refusé. J'ai été placé en détention en 2008 parce que je ne m'étais pas adressé au Haut-Commissariat de la Sierra Leone pour demander un titre de voyage provisoire.

En détention on ne peut pas sortir, on perd son temps, on n'a aucune liberté. C'était horrible.

Ils m'ont fait rencontrer le haut-commissaire de la Sierra Leone. Ils ont nié le fait que je venais de la Sierra Leone, ils ont fait venir un spécialiste en linguistique et ils ont prétendu que je venais du Nigeria. Je n'ai jamais rencontré le haut-commissaire du Nigeria, on a juste eu un entretien par téléphone. Il m'a dit que je pouvais avoir 5 000 livres sterling si je disais que j'étais Nigérian. Les autorités britanniques ne m'ont jamais montré le titre de voyage provisoire, je n'ai jamais eu aucun document sur toute cette procédure et je n'ai pas eu d'avocat pour vérifier que tout se passait normalement.

J'ai été expulsé en 2009 dans un vol charter. Quand on a atterri au Nigeria, les forces de l'immigration sont montées dans l'avion pour demander à tout le monde de leur donner une adresse avant d'être autorisé à débarquer. Je n'avais ni adresse, ni contact au Nigeria. Elles m'ont emmené au commissariat de police, où j'ai été forcé d'écrire quelque chose. Elles m'ont dit que si je ne leur donnais pas d'adresse, j'irais en prison. Je leur ai donné 5 000 nairas et elles m'ont déposé à un arrêt de bus. Je ne connaissais personne, donc j'ai cherché un hôtel que j'ai payé avec le peu d'argent que j'avais gagné en travaillant au centre de détention.

Après mon expulsion, j'ai essayé de partir vivre dans d'autres pays : au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée. C'était très difficile parce que je n'avais pas de passeport valide ni d'autre papier d'identité, donc je suis retourné au Nigeria. En ce moment, je vis chez une vieille femme mais elle est malade et la maison tombe en ruines. Je ne gagne pas d'argent. Il arrive parfois que je ne mange pas tous les jours. J'ai un ami britannique qui m'envoie parfois de l'argent, mais c'est compliqué de le récupérer sans passeport.



Michael

Je suis arrivé au Royaume-Uni avec ma mère quand j'avais deux ans, on avait un titre de séjour commun avec son mari. J'ai eu l'autorisation permanente de rester sur le territoire, ce qui équivaut à une sorte de citoyenneté de seconde classe. Je voulais travailler dans les affaires et le sport et je suivais un cursus universitaire en gestion des affaires.

Un jour, j'ai invité des amis chez moi et l'un d'entre eux est arrivé avec des filles. L'une d'elles s'était enfuie de chez elle et était recherchée par la police. Quand les policiers ont débarqué, mon ami s'est rué dehors avec les filles. J'ai dit à la police que je ne connaissais pas la mineure, que je n'avais rien à voir avec elle. Quand ils l'ont trouvée, ils ont pensé que j'avais menti. Ils m'ont accusé de « retenir un mineur contre son gré ». J'ai reçu un premier jugement à la suite de l'audience pénale, et mon avocat m'a conseillé de faire appel. J'ai reçu l'ordre de quitter le territoire alors que le jugement d'appel n'avait pas encore été prononcé. J'avais été placé en détention provisoire pendant six mois avant le jugement de la première instance pénale, puis j'ai été condamné à 18 mois supplémentaires. Un jour, en prison, ils m'ont emmené dans un centre de détention pour rencontrer des employés de l'ambassade nigériane. Je leur disais que j'avais toujours vécu au Royaume-Uni et que mon appel était encore en cours, mais ils ont sorti une copie de mon passeport nigérian et ils m'ont mis la pression pour que je le signe.

Je ne savais pas si j'allais être expulsé avant la nuit où ils sont venus me chercher.

Une nuit, ils sont venus me chercher mais je n'ai rien dit. Ils m'ont donné un téléphone une fois dans l'avion, et j'ai appelé ma mère. J'attendais le résultat de mon appel, ils n'étaient pas censés me mettre dans un avion. C'était un vol charter, un vrai cauchemar.

L'expulsion, c'est pire que la prison. En prison, j'avais juste à purger ma peine et je savais que j'allais ressortir. Je ne sais pas si je resterai coincé ici toute ma vie.

Une fois à Lagos, j'ai dormi dans la rue jusqu'à ce que je trouve un pasteur qui m'a aidé à reprendre contact avec mon avocat au Royaume-Uni. J'ai utilisé un cybercafé pour chercher ma mère sur Facebook. Elle m'a dit qu'elle n'avait plus d'amis au Nigeria. Elle était terrifiée, elle m'a dit d'aller dans une église. J'ai passé plusieurs semaines à aller d'église en église. Maintenant, je lui dis que je vis chez un ami pour qu'elle ne s'inquiète pas.

Ça fait très longtemps que je n'ai pas parlé anglais ; j'ai appris le pidgin sur le tas après l'expulsion. Mon esprit est au Royaume-Uni, je ne veux pas m'installer ici.



Ismael



J'ai quitté le Niger à 13 ans. Mon oncle m'a aidé à aller en Libye. Là-bas, je faisais le ménage dans des bureaux et j'ai ensuite été mécanicien dans une entreprise de Misrata, toujours en Libye. J'envoyais de l'argent à ma mère, entre 50 et 100 euros.

En 2011, dix ans après mon départ du Niger, Misrata a été assiégée. Je suis resté trois mois dans les locaux de l'entreprise sans pouvoir en partir. Quand l'armée est entrée dans la ville, elle nous a transféré à Tripoli. Trois jours plus tard, les soldats nous ont emmenés sur un grand bateau ; on était 350 personnes par bateau. Trois bateaux sur cinq ont coulé. Le moteur du nôtre a lâché, mais un hélicoptère est arrivé pour nous secourir.

Après avoir débarqué à Lampedusa, je suis resté un an et demi à Turin, mais je n'ai pas réussi à trouver du travail donc je suis allé en Allemagne, où j'ai déposé une demande d'asile. Je vivais dans une tente sur l'Oranienplatz, à Berlin. Quand les policiers allemands sont arrivés pour évacuer le camp, ils m'ont dit qu'ils me donneraient une Duldung [un document attestant que je n'allais pas être expulsé même si je n'avais pas de titre de séjour] et ils m'ont transféré dans un hôtel. Mais l'hôtel m'a mis dehors, donc j'ai fini par dormir dans une église. Quand j'ai essayé de renouveler ma Duldung, la police m'a arrêté.

Mes amis de Berlin ont amené mes affaires au centre de détention de Francfort, mais le personnel du centre a refusé de me les donner en disant que les « cadeaux » n'étaient pas autorisés.

*J'avais 29 ans quand j'ai été expulsé vers le Niger.
Je ne savais même pas comment fonctionnait la monnaie locale.*

Je suis tout seul ici à Niamey, et je ne peux pas travailler. Mes amis d'Allemagne m'envoient régulièrement de l'argent pour que je puisse payer mon loyer. Le mois prochain, je pars au Ghana pour étudier l'allemand parce qu'il n'y a pas d'Institut Goethe ici. Ma petite amie et moi prévoyons toujours de nous marier pour que je puisse avoir un titre de séjour en Allemagne.

Il n'y avait pas d'école dans mon village ; la première fois que j'y suis allé, c'était en Italie.

Sekou



Je suis allé en Côte d'Ivoire en 2001 et j'y ai passé deux ans. À 20 ans, je suis parti pour l'Europe.

J'ai travaillé 14 ans dans un restaurant en France. Je mettais de l'argent de côté et j'arrivais à en envoyer un peu à ma famille et à mes amis au Mali. Grâce à ça, ma mère a pu payer son traitement contre le cancer du sein. Un jour, la police est venue me chercher dans le restaurant où je travaillais depuis des années.

J'ai passé deux jours au poste et 37 jours en détention.

La police a obtenu un laissez-passer, mais je n'ai pas eu le droit de le voir. Je voulais savoir ce qu'était ce papier et ce qu'il y avait de marqué dessus. Quand j'ai demandé à le voir, le policier m'a insulté et m'a dit que c'était confidentiel.

Ce n'est que plus tard que j'ai pu y avoir accès, avec l'aide de l'Association Malienne des Expulsés (AME).

J'ai été expulsé au Mali en 2017. Aujourd'hui, je suis marié et j'ai un enfant, mais la vie est dure.

Je suis revenu avec seulement 300 euros que j'avais mis de côté. J'en avais 3 000 sur mon compte en banque, mais j'ai tout dépensé en frais de justice pour tenter de régulariser ma situation, sans succès, et je ne peux pas y accéder.

Je ne gagne pas du tout d'argent en ce moment.

Issa

Je viens d'un village au nord du Mali. En 2012, quand j'avais 17 ans, on s'est enfuis parce que des rebelles étaient arrivés et avaient tué beaucoup de gens. Ma famille a été dispersée. Mon père est parti travailler à Kayes, et j'ai pris le bus jusqu'en Mauritanie puis je me suis caché dans un camion pour aller en Espagne. La même année, je suis parti en Allemagne où je suis resté quatre ans.

Un jour, la police est arrivée là où je dormais. Le retour en Afrique m'a pris par surprise. Je n'ai pas résisté, mais j'ai insisté pour savoir la raison de mon expulsion. Je n'avais reçu aucune lettre pour me prévenir que la police viendrait me chercher.

*Depuis mon retour en 2016, je suis tout seul à Bamako.
Je n'ai aucun contact avec les membres de ma famille,
je ne sais même pas s'ils sont en vie.*

Après l'atterrissage à Bamako, j'ai rencontré quelques pêcheurs dans la ville. Ils avaient des tentes, et c'est là où je me suis réfugié. À une époque, je récupérais du sable de la rivière pour le vendre.

Aujourd'hui, je suis quasiment sans abri. Ma tente est loin du centre-ville, et je ne mange que grâce à la solidarité des pêcheurs. Je vais essayer d'aller pêcher avec eux, mais j'ai besoin d'un prêt.

Je me suis adressé plusieurs fois aux autorités publiques, mais je n'ai pas réussi à obtenir des financements pour mon projet. Si ça ne fonctionne pas, je serai endetté. Je crois que je vais repartir et essayer d'aller au Maroc.



Ibrahim

J'ai fait des études jusqu'à mes 15 ans, et puis j'ai arrêté parce que je n'avais pas assez d'argent pour continuer. J'ai commencé à laver des motos pour mettre un peu d'argent de côté. Je me suis marié et j'ai eu deux filles qui allaient à l'école.

En 2013, je suis allé à Moscou pour le travail et j'y suis resté. Je livrais des journaux ; au bout de sept mois, je suis parti en Estonie où j'ai été immédiatement placé en détention.

Au centre de détention, il n'y avait pas assez de nourriture. J'ai dû utiliser un peu de mon épargne pour manger correctement. Ils nous donnaient des pommes de terre et il y avait aussi des pâtes. Le matin, c'était du porridge. Les repas étaient très simples et très pauvres. Au moment de mon arrestation, j'avais à peu près 1 000 dollars ; au bout de trois mois, je n'avais plus rien. Tout ce qu'ils vendaient là-bas était cher. Quelque chose qui valait normalement un euro en coûtait quatre. Quand on était malades, on devait payer nous-mêmes pour nos médicaments.

J'ai été détenu 37 mois (trois ans) en Estonie. Le consulat malien a reconnu les citoyens maliens qui étaient détenus, dont moi, sans même se déplacer au centre de détention.

J'ai perdu une partie de ma vie en détention, je ne veux pas repenser à ces trois longues années.

J'ai été expulsé au Mali à la fin de l'année 2017. Mon retour a été rendu possible par la délivrance d'un laissez-passer, mais je n'ai pas pu le voir avant ou pendant le vol. À l'atterrissage, notre escorte a directement donné les laissez-passer à la police malienne. J'étais furieux qu'ils ne me l'aient pas donné quand on est arrivés.

Tout au long de ma détention, je n'ai rien pu envoyer à ma famille, ce qui a fait que mes filles ont dû abandonner l'école. Elles avaient 7 et 10 ans. Mes relations avec ma famille se sont dégradées après mon expulsion. Je n'ai aucun soutien. Ma femme vit chez son père parce que je n'ai pas d'argent, pas même pour la nourriture. C'est pour cela que nous vivons séparés.



Siaka

Je faisais du commerce au Mali et au Nigeria. En 1998, j'ai perdu le capital de mon entreprise à cause d'un incendie et d'une vague de chaleur. J'étais endetté, et la seule solution que je voyais était d'essayer de partir. D'abord, j'ai voulu aller aux États-Unis, mais j'ai fini par dépenser 3 500 000 francs CFA (environ 5 300 euros) pour acheter un visa Schengen pour l'Europe. J'avais 28 ans et trois enfants (1, 5 et 7 ans).

Je suis resté 17 ans en Europe. J'ai vécu en France, au Luxembourg, en Allemagne et en Espagne. Avec ce que je gagnais en travaillant dans les champs, je pouvais payer le loyer de la maison au Mali. Un jour, en France, la police m'a arrêté et m'a demandé mes papiers.

J'ai été placé en centre de détention pendant deux jours, puis expulsé. Je suis retourné dans la maison où se trouvait ma femme ; j'avais 46 ans.

Aujourd'hui, je ne gagne rien. Mes enfants ont 18, 22 et 24 ans, et ils suivent des formations en plomberie et en électricité. Je ne sais pas combien d'argent un plombier ou un électricien peut gagner au Mali. Ils adoreraient aller en Europe, mais ils n'ont pas les moyens.

Je me sens un peu européen, maintenant. Il y a quelques tensions avec ma femme parce qu'il y a des choses que je veux à l'européenne. C'est difficile de se réintégrer après 17 ans. Ma vie actuelle est très précaire : j'ai des dettes à rembourser et je me sens rejeté par les autres. L'Association Malienne des Expulsés (AME) a pu m'aider à payer le loyer pendant six mois. À part cela, je n'ai eu aucune aide, aucune assistance. Rien. De personne.

J'aimerais travailler dans l'agriculture, mais je manque de ressources. Quand on n'a rien, on n'est rien.



Faruq

Je suis le quatrième d'une famille de six enfants. J'ai abandonné l'école assez jeune et j'ai travaillé comme tailleur. J'avais une boutique, mais je voulais tout de même voyager. À l'époque déjà, je n'étais pas très proche de mes parents. À 26 ans, j'ai payé un million de naïras à un homme qui m'avait promis de me faire partir pour l'Europe. Le passeport qu'il m'a donné portait un autre nom que le mien ; plus tard, mon avocat a essayé de le faire changer, mais ce n'était pas possible.

Je ne savais même pas dans quel pays j'allais atterrir. J'étais coincé entre les mains de cet homme qui m'avait demandé de vendre de la drogue. Je me suis enfui, mais il m'a menacé avec un couteau et il a dit que je serais expulsé vers le Nigeria. J'ai trouvé de l'aide auprès de plusieurs organisations et j'ai fini par arriver aux Pays-Bas. Un avocat a réussi à m'obtenir un titre de séjour d'un an, mais lorsqu'il a expiré, je me suis retrouvé sans papiers. Quelques années plus tard, j'ai été arrêté et placé en détention pendant six mois. Ensuite, j'ai été expulsé. Le jour où ils m'ont ramené au Nigeria, j'ai été battu par la police néerlandaise.

Quand je suis arrivé au Nigeria, j'étais à la rue.

J'avais une serviette sur la tête parce que la police m'avait frappé avant le décollage de l'avion. J'ai dormi dans des églises, puis j'ai rencontré un homme qui a proposé de m'héberger. Je travaille dans un bar maintenant, mais mes patrons ne savent pas que j'ai été à l'étranger. S'ils savaient que j'ai été expulsé, ils ne me laisseraient plus travailler pour eux. Ils ne me feraient pas confiance, ils penseraient que j'essayerais de voler de l'argent pour retourner en Europe. Au Nigeria, les gens pensent que si vous avez été expulsé, c'est que vous êtes un criminel. S'ils savaient que j'ai été expulsé, ils ne me laisseraient pas travailler.

Ma vie est encore pire qu'avant. J'ai tout perdu, même mes machines à coudre. On ne reçoit aucune aide du gouvernement, et le salaire ne suffit pas pour survivre.





Ousmane

J'ai quitté le Mali pour travailler sur un chantier en Algérie, parce qu'ils payent mieux là-bas. Je suis resté six mois en Algérie et j'ai mis un peu d'argent de côté, mais c'était difficile d'être quotidiennement confronté au racisme. Au début, je ne prévoyais pas du tout de changer de pays à nouveau ; tout s'est passé par le biais d'un ami, quand j'avais 25 ans. J'avais une sœur en France et je pensais que la vie serait meilleure là-bas. Je suis resté cinq mois au Maroc, à essayer de traverser la mer. Finalement, un cousin m'a envoyé de l'argent pour que je puisse monter sur un meilleur bateau, plus sûr. J'ai fait trois tentatives avec ce bateau avant d'enfin arriver à traverser la mer.

En arrivant sur les îles espagnoles, on a été emmenés dans un centre de détention. Trois jours plus tard, j'ai été transféré sur le continent et trois semaines après cela, je suis parti chercher ma sœur en France. Je voulais être électricien. Je travaillais dans un restaurant en attendant le début de la formation. Un jour, la police m'a arrêté à un arrêt de bus dans Paris et m'a emmené au poste. Plus tard, à l'ambassade, j'étais menotté pendant mon entretien. Il n'y a eu aucun problème pour avoir le passeport, puisqu'ils avaient accès à mon acte de naissance. J'ai passé 25 jours en détention avant d'être expulsé, en mars 2018, dans un vol Air France.

Pendant l'expulsion, j'étais menotté. J'avais une valise pleine de vêtements et de papiers (y compris mon acte de naissance), mais je n'ai pas pu mettre la main dessus quand j'ai été expulsé.

Après l'atterrissage, je suis descendu de l'avion escorté par des officiers des douanes qui sont repartis rapidement. J'ai passé une semaine chez mon frère, puis je suis rentré chez mes parents. Ma mère était furieuse qu'ils m'aient renvoyé ici. C'est difficile de voir son fils commencer à réussir sa vie, puis rentrer. Je suis souvent de mauvaise humeur. Je n'acceptais pas ce qu'il s'était passé, j'étais seul et en colère.

Quand j'aurai les moyens, je réessayerai de partir.

Je ne reste ici que le temps de faire mes papiers, puis je retournerai en France. Ma sœur est prête à me faire revenir.

Oumar

À la fin du lycée, j'ai voulu aller faire mes études en France. Je savais qu'à cause de la corruption et du népotisme, je n'avais aucun avenir au Mali. J'ai obtenu un visa Schengen de trois mois pour rendre visite à mon oncle en France. J'ai pris l'avion en 2001, en sachant que j'y resterais plus longtemps. Une fois en France, j'ai eu plein d'emplois différents : agent de sécurité, agent d'entretien, manutentionnaire, éboueur. Je donnais aussi des cours avec le Secours Catholique, pour apprendre le français à des personnes migrantes qui venaient d'arriver. En 2007, quand Sarkozy a été élu, l'atmosphère a changé. Les responsables d'entreprises n'osaient pas engager des personnes sans papiers, et je n'arrivais pas à trouver de travail. Jusque-là, j'envoyais souvent au moins 300 euros à mes parents et à ma sœur et j'arrivais à mettre de l'argent de côté. Mais depuis 2007, je n'arrivais pas à travailler plus de quatre fois par an et toutes mes économies sont parties.

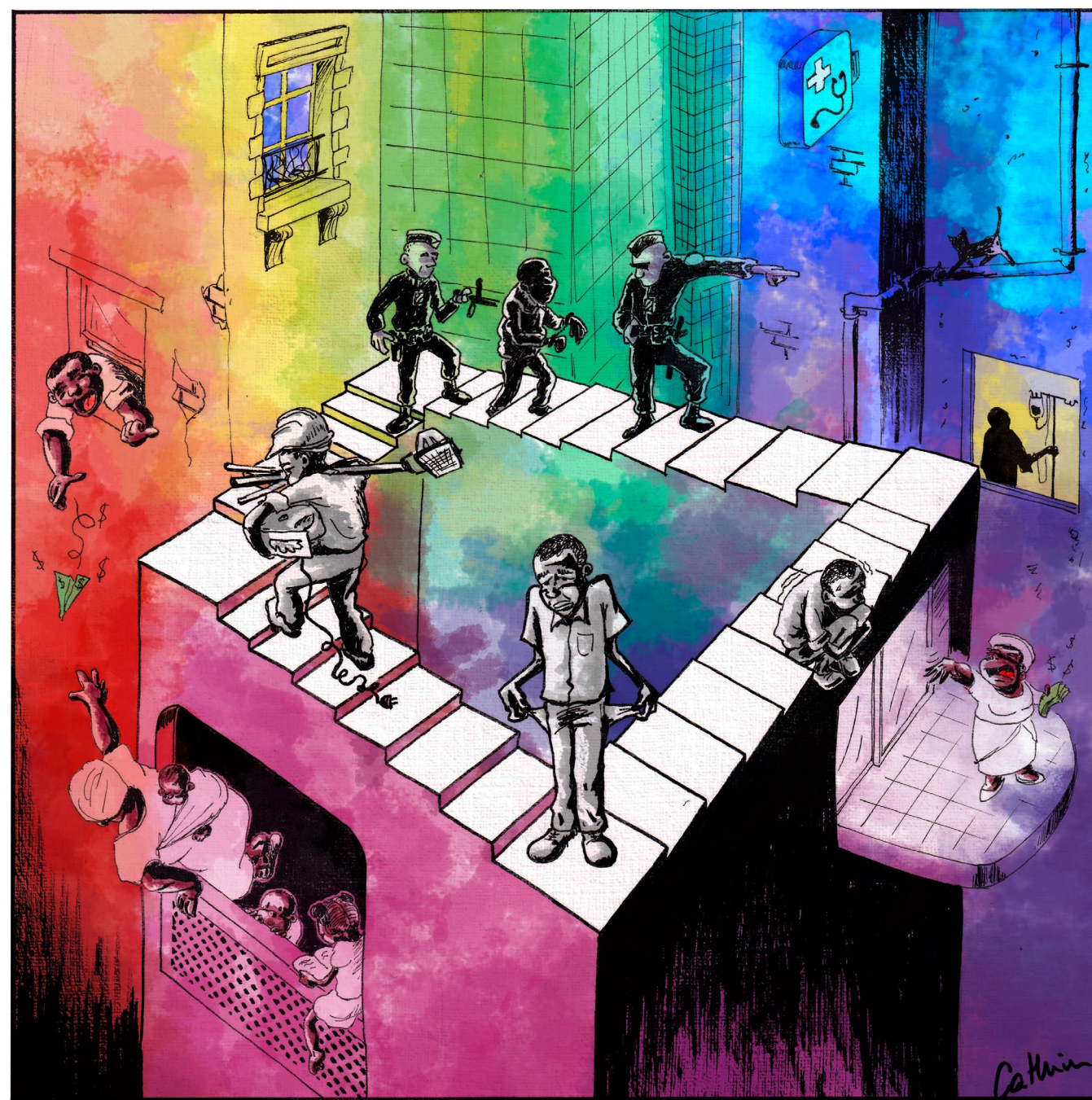
En 2018, j'ai été fouillé par la police. J'ai été arrêté sur-le-champ parce que je n'avais que mon passeport, pas de titre de séjour. J'ai passé 48 heures au poste, puis 35 jours dans un centre de détention. En mai, ils sont passés tôt un matin pour me récupérer et me conduire à l'aéroport.

J'étais menotté jusqu'au décollage et mes jambes étaient attachées pendant toute la durée du vol.

Pendant le vol, une dame malienne a demandé aux passagers s'ils pouvaient m'aider et elle a rassemblé 343 euros pour moi. Elle m'a aussi dit qu'elle pouvait m'héberger à Bamako. Je lui ai tout de suite fait confiance car je n'avais plus de famille proche au Mali, et je lui ai demandé de garder temporairement l'argent. Quand on est arrivés chez elle, il n'y avait pas de chambre libre, donc j'ai dormi sur sa terrasse. J'ai voulu récupérer mon argent pour m'acheter un matelas et des vêtements, et elle m'a donné 153 euros. 20 jours plus tard, j'ai demandé le reste de mon argent. Elle a refusé de me le donner : elle considérait que ça payait le loyer, même si je dormais dehors et parfois sous la pluie. Ils ont volé toutes mes affaires. Je vis actuellement chez un ami, mais je ne peux pas rester très longtemps parce que la maison aura bientôt de nouveaux locataires. On a tous les deux peur de se retrouver sans abri.

Pour le moment, je n'ai pas de travail. J'ai des problèmes de santé et j'ai besoin d'être opéré, mais je ne peux pas me le permettre. J'étais déjà malade en France et j'avais un traitement, mais au centre de détention, ils ont décrété que ce n'était pas urgent. Je vis au jour le jour, et je passe de nombreuses journées sans rien manger.

Illustration : Cathrin www.cathrin41.com



Recommandations

- Toutes les possibilités de résolution de l'affaire devraient être examinées avant la prise d'une décision de retour ; cela comprend la régularisation, le déménagement dans un pays tiers et le retour dans le pays d'origine.
- Au cours de la procédure de retour, des alternatives à la détention plus adaptées à la situation individuelle de la personne devraient toujours être privilégiées.
- Les décisions de retour devraient toujours s'appuyer sur une évaluation approfondie de la situation, des besoins et des vulnérabilités des personnes concernées, ainsi que des conséquences d'un retour sur leur vie en matière de respect des droits fondamentaux (y compris le droit à la vie privée et à une vie de famille).
- Lorsque des enfants sont impliqués, la ligne directrice principale devrait être leur intérêt supérieur.
- Le départ volontaire devrait être la solution privilégiée, et le recours à la force devrait toujours être exclu.

Ressources

Alpes, M.J., (2020) [Emergency returns by IOM from Libya and Niger](#).

Alpes, M.J., Majcher, I., (2020) "Who can be sustainably reintegrated after return? Using post-return monitoring for rights-based return policies", United Nations University, CRIS Policy Brief Series, n° 1, pp. 1-17.

Alpes, M.J., Nyborg Sorensen, N., (2016) "[Post-deportation risks](#)", DIIS Policy Brief.

Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM) (2019) [Non-detention of migrants: some facts and figures](#).

Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Alternation To Detention Network (EATDN), et International Detention Coalition (IDC) (2020) [Implementing case management based alternatives to detention in Europe](#).

Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Alternation To Detention Network (EATDN), et International Detention Coalition (IDC) (2019) [Outils à destination des ONG : Plaidier pour des alternatives à la détention dans le contexte des migrations](#).

UNICEF, Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Save the Children, Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE) et Child Circle (2019) [Guidance to respect children's rights in return policies and practices](#).

Nous remercions les fondations et institutions suivantes pour leur soutien financier :



This publication has received financial support from the European Union Programme for Employment and Social Innovation "EaSI" (2014-2020). For further information please consult: <http://ec.europa.eu/social/easi>



SIGRID RAUSING TRUST



PICUM - Platform for International
Cooperation on Undocumented Migrants
Rue du Congres / Congresstraat 37-41,
Boîte postale 5
1000 Bruxelles
Belgique
Téléphone +32 (2) 210 17 80
Fax: +32/2/210 17 89
info@picum.org
www.picum.org



Illustration : Simona Pasqua @simona.pasqua